

Asie et Océanie — Reportage

À Hong Kong, les derniers feux de la liberté de la presse

La répression menée par Pékin envers la presse de l'ancienne colonie britannique est violente. Si beaucoup de journalistes ont connu la répression et l'exil, certains persistent à faire vivre des titres indépendants dans l'espace numérique. En tirant profit du flou des limites.

Eric Sautédé

2 juin 2026 à 07h41

Hong Kong (Chine). – En février, Jimmy Lai, ancien magnat des médias et fondateur de l'*Apple Daily*, a écopé de vingt ans de prison pour « *collusion avec des forces étrangères* ». De quoi conforter le tableau très sombre qui est volontiers fait, à l'extérieur, de la liberté de la presse à Hong Kong.

Pour l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch, « *il s'agit de loin de la peine la plus sévère prononcée en vertu de la loi sur la sécurité nationale depuis l'entrée en vigueur de cette législation draconienne en juin 2020* ». Entre-temps, plusieurs titres ont dû mettre la clef sous la porte et de nombreux et nombreuses professionnel·les des médias ont perdu leur emploi. La liberté de la presse telle qu'elle existait n'est plus.

Le travail journalistique et un certain *ethos* du métier ont-ils pour autant complètement disparu de l'ancienne colonie britannique ? N'y a-t-il plus de différences entre les médias aux ordres du Parti communiste chinois, qui officient de l'autre côté de la frontière, et ceux de la « région administrative spéciale » ? Sans tomber dans la caricature ni dans le relativisme, la réponse ne peut être que nuancée.



La biographie de Jimmy Lai dans une librairie indépendante à Hong Kong, le 14 février 2026. © Photo AFP

Retour en arrière, il y a un quart de siècle. Lorsque l'ONG Reporters sans frontières a produit son premier classement mondial de la liberté de la presse, en 2002, Hong Kong figurait fièrement en dix-huitième position sur 139 pays et territoires. Elle était qualifiée de « *bastion de la liberté de la presse* » malgré sa rétrocession à la Chine en 1997.

Depuis, sa performance n'a cessé de se dégrader. Une brève embellie en 2010 n'a pas résisté longtemps au contexte politique. La lente érosion est devenue inexorable, sous l'effet conjugué des pressions économiques, de la révolution numérique, de l'influence grandissante de Pékin, d'une intimidation physique des journalistes et d'un recours à l'autocensure toujours plus patent.

Depuis 2022, une chute abyssale

La dégradation s'est transformée en dégringolade à partir de 2022 : Hong Kong tombe alors à la 148^e place du classement de RSF, son niveau le plus bas. Ce décrochage s'explique par les multiples arrestations de journalistes, les descentes de police dans les rédactions et la fermeture d'une dizaine de médias.

Les plus grands titres en langue chinoise à porter haut un journalisme sans concession ferment les uns après les autres : *Apple Daily* en juin 2021, *Stand News* en décembre 2021 et *Citizen News* en janvier 2022. Tous ont été contraints d'effacer leurs contenus en ligne pour

éviter de lourdes condamnations pour atteintes à la sécurité nationale ou crime de sédition – un délit datant de l'ère coloniale, ressuscité pour l'occasion et intégré depuis 2024 au nouveau dispositif de sécurité nationale, par le moyen d'une ordonnance législative locale.

À la suite de ces fermetures, plus de mille journalistes ont perdu leur emploi et beaucoup ont émigré. Le diffuseur public RTHK a été remis au pas, adoptant de nouvelles lignes éditoriales orientées vers la promotion de « belles histoires sur Hong Kong », a vu ses archives purgées et ses magazines d'information et émissions satiriques supprimés. En 2026, Hong Kong figure à la 140^e place du baromètre de RSF, entre le Rwanda et la Syrie, en « zone rouge sombre » sur la carte – la Chine se trouvant dans la même catégorie, à la 178^e position sur 180.

La presse indépendante est morte, vive la presse indépendante.

En dépit de cette dégradation, constatée quasi unanimement par les chancelleries des démocraties occidentales, Union européenne en tête, et par les instances internationales soucieuses des droits humains, l'offre médiatique indépendante a su, en partie, s'adapter. Elle a contredit le verdict d'une « fin de partie » quasi assurée pour les médias, ainsi que le craignait la Fédération internationale des journalistes dans son rapport « Lights Out ».

Profitant des nouveaux supports numériques, plusieurs titres en langue chinoise à l'indépendance incontestable ont vu le jour en ligne, souvent à l'initiative de journalistes ayant perdu leur emploi lors des fermetures de 2021-2022. Parmi cette dizaine de nouvelles pousses, qui recourent avant tout au financement participatif, trois se distinguent.

- Channel C HK, fondée en juillet 2021 par des anciens de l'*Apple Daily*, avec le ralliement de Ronson Chan, venu de *Stand News* et président de l'Association des journalistes de Hong Kong (HKJA), a immédiatement connu un vif succès (725 000 abonné-es sur YouTube) grâce à ses mises en abîme provocatrices et ses photos et vidéos choc. Elle a néanmoins été contrainte de cesser toute activité en avril 2025 après des difficultés financières et l'arrestation d'un de ses directeurs. Ses

comptes sur les réseaux sociaux ont été repris sous le nom de Tagline HK en juillet 2025, tandis que Ronson Chan et d'anciens journalistes ont lancé Channel WE, avec un nombre d'abonné-es divisé par sept.

- The Witness, né en mai 2022 à l'initiative d'anciens chroniqueurs judiciaires, a continué d'informer en détail sur les grandes affaires du territoire, notamment celles ayant trait à la sécurité nationale. Un exemple marquant a été le procès pour subversion de l'Alliance de Hong Kong pour le soutien aux mouvements démocratiques patriotiques en Chine, l'organisation qui organisait depuis 1989 (et jusqu'en 2019) les veillées dans le parc Victoria, en mémoire de la répression de Tiananmen. Le site propose également des dossiers spéciaux très populaires (plus de 100 000 abonné-es) et des formations de base en droit.
- Plus généraliste, The Collective, lancé en février 2022 par Lui Tze-lok, ancien directeur de l'information de i-Cable et Bao Choy, ancienne reportrice de RTHK, qui avait révélé une possible collusion entre triades et police lors des attaques de la station de Yuen Long en juillet 2019, privilégie des récits au long cours et de l'investigation en accès libre. Il continue d'aborder des sujets sensibles : suivi de l'incendie de Wang Fuk Court fin novembre 2025, implication d'officiels hongkongais dans une affaire d'espionnage au Royaume-Uni, ou grand format d'anticipation sur l'élection présidentielle de 2028 à Taïwan.

Des sujets sensibles mais pas occultés

Certains sujets sont devenus plus délicats, en particulier tout ce qui touche à la politique et aux relations avec les autorités centrales. Cela ne signifie pas pour autant que leur couverture a complètement disparu.

Fin juin 2024, le grand quotidien *Ming Pao* a publié une série de trois articles appuyés sur un accès inédit à quelque 13 000 contributions reçues lors de la consultation publique sur l'ordonnance sur la sécurité nationale, qui restreint les possibilités d'expression et de contestation. Le journal a révélé, entre autres, que plusieurs recommandations d'expert-es reconnu-es avaient été ignorées et qu'environ 3 500 contributions émanaient d'organisations progouvernementales.

Plus récemment, dans le sillage de l'incendie tragique de Wang Fuk Court, la pugnacité des journalistes à rapporter la détresse des familles a permis un questionnement plus large sur les causes du drame. Après les premières révélations, y compris dans les médias pro-Pékin, sur les négligences de l'entreprise impliquée dans la rénovation, certains articles sont allés beaucoup plus loin en mettant au jour la corruption endémique du secteur des BTP depuis plusieurs décennies.

« Au quotidien, le gouvernement [...] supervise le travail [de la presse] jusqu'au moindre détail. »

Selina Cheng, présidente de l'Association des journalistes de Hong Kong

Un éditorial publié début janvier 2026 dans HKOI, le plus grand portail numérique d'information en langue chinoise, fondé par l'homme d'affaires pro-Pékin Yu Pun-hoi, renvoyait même dos à dos la réaction du maire suisse de Crans-Montana, qui s'était publiquement excusé cinq jours après l'incendie mortel de la soirée du Nouvel An, et l'absence totale d'excuses des autorités hongkongaises, dénonçant une culture bureaucratique où « suivre les règles » prime sur l'empathie et l'humilité.

Comme le souligne un reporter aguerri qui préfère rester anonyme, « *il est cependant devenu impossible d'offrir une couverture à 360 degrés, c'est-à-dire d'aborder un sujet sous tous ses angles : à un moment donné, le traitement devient forcément partiel* ».

Pour Selina Cheng, présidente de HKJA et seule journaliste ayant accepté de parler en son nom à Mediapart, la profession navigue toujours à vue cinq ans après l'adoption de la loi sur la sécurité nationale : « *Les lignes rouges ne sont toujours pas claires.* »

Les grandes affaires judiciaires qui devaient clarifier le nouveau cadre légal ont au contraire, selon elle, « *semé la confusion* ». Le procès Apple Daily a davantage porté sur les prises de position politiques de son éditeur que sur le contenu journalistique, et la mise en cause de Stand News repose sur une « *compréhension assez subjective de certains mots* ». La nouvelle ordonnance sur la sécurité nationale de 2024 n'éclaircit guère le tableau : « *La définition de ce qui constitue un secret d'État reste à la*

discrétion du chef de l'exécutif, y compris a posteriori, après une arrestation. »

L'anonymat est devenu la règle

Certains sujets sont clairement devenus tabous : tout ce qui se rapporte à la police ou à l'administration pénitentiaire et à la légitimité des dirigeants politiques. Une autocensure qui procède d'une logique de précaution collective, non d'une injonction explicite. Selon Selina Cheng, « *au quotidien, le gouvernement empêche sur la liberté d'opérer de la presse et en supervise le travail jusqu'au moindre détail, tout en exigeant des journalistes qu'ils fixent eux-mêmes les limites* ».

Elle signale également un « *assèchement des sources* » : expert-es et universitaires sont devenus une denrée rare dans les colonnes des journaux. Les rédactions se sont adaptées : les citations sont devenues anonymes – pratique naguère exceptionnelle –, certains articles paraissent sans signature, et un anonymat total est accordé jusqu'aux simples témoins dans la rue. Un autre journaliste interrogé note que « *la plupart des universitaires doivent dorénavant obtenir une autorisation de leur hiérarchie avant de parler à la presse* ».

Malgré toutes ces contraintes et les multiples intimidations directes ou indirectes, la HKJA ayant été victime de harcèlement en ligne, et certains journalistes soumis à des campagnes de trolling et à des contrôles fiscaux jugés abusifs, les professionnel·les des médias continuent de faire leur travail.

L'un des journalistes interrogé·es résume l'approche adoptée : « *Il faut examiner tout ce qui est encore à notre disposition, demeurer le plus factuel possible, et introduire des éléments de comparaison, avec Singapour ou même la Chine continentale.* » Pour Selina Cheng, la ligne de conduite s'impose comme une évidence : « *L'essentiel, c'est de faire de notre mieux, de nous préparer au pire, et d'agir en notre âme et conscience quand la situation l'exige.* »

Eric Sautédé